décrets du conseil pour nommer des gens de couleur qualifiés au sein des conseils et des commissions fédérales. On n'en demande pas plus. Mais ces nominations ne sont pas nombreuses. Nous pourrions joindre nos efforts à ceux des gouvernements provinciaux pour convaincre les établissements scolaires de faire preuve de tolérance, ce qui n'est pas toujours le cas. En créant un nouveau ministère, le gouvernement fédéral pourrait faire beaucoup dans ce domaine.

● (1600)

Bref, monsieur le Président, on considère le Canada comme un pays remarquable où priment la justice et la liberté. Des gens d'origines, de langues, de couleurs et de religions différentes veulent immigrer ici parce qu'à leurs yeux, il n'y a pas d'autres pays aussi justes et aussi libres. Monsieur le Président, si nous avons cette qualité-là, c'est que nous sommes hétérogènes, différents, mais Canadiens néanmoins. Nous voulons préserver ce qu'il y a de mieux dans notre culture et notre langue, mais cela ne nous empêche pas d'être des Canadiens. C'est là notre particularité. Au lieu de faire de la politique partisane avec la question de multiculturalisme, nous devrions la traiter comme n'importe quel autre aspect de notre vie, c'est-à-dire d'une façon rationnelle, objective et équitable, et faire participer aux décisions les Canadiens dont les antécédents et les idées diffèrent des nôtres. Non seulement nos organismes, nos commissions et le Parlement y gagneraient-ils, mais ce serait une bonne chose pour le Canada tout entier.

M. Hudecki: Monsieur le Président, je voudrais d'abord faire une déclaration, puis poser une question. Je connais assez le député de Lisgar (M. Murta) pour savoir qu'il ne voudrait donner l'impression qu'il donne à propos de la contribution de la politique du multiculturalisme. Dans ma circonscription, la plupart des suggestions qu'il a faites se sont réalisées. Il existe un bureau central doté d'une très bonne bibliothèque dont s'occupe une personne qui connaît bien plusieurs cultures. Ce bureau s'intéresse surtout aux personnes de différentes origines ethniques. Il existe des bureaux satellites où des conseillers aident les gens à remplir leurs déclarations d'impôt et à résoudre leurs problèmes d'immigration. Dans les écoles locales, on donne des cours subventionnés dans le cadre du programme multiculturel; l'accent y est mis sur différentes études linguistiques. Chaque année se tient un festival où différents groupes multiculturels peuvent montrer le fruit de leur efforts soutenus et leurs réalisations culturelles. Il n'y a pas bien longtemps, on publiait encore un bon journal à large diffusion. Ce journal contenait des renseignements intéressants différents groupes, notamment le groupe afro-antillais, les différents groupes de l'Europe de l'Est et ainsi de suite. L'un des problèmes, c'est que le nombre n'augmente pas nécessairement beaucoup parce qu'une bonne partie de ces gens se sont intégrés par la suite à la société en général.

A quels domaines le député s'est-il intéressé dans son enquête? Si une circonscription n'est pas bien représentée, si le multiculturalisme n'est pas bien exprimé et si la politique n'est pas bien utilisée, c'est à cause des défauts du député qui la représente.

M. Murta: Monsieur le Président, je voudrais répondre au député qui est un très bon ami. Je lui signale qu'une bonne partie des choses auxquelles il a fait allusion se produisent dans différentes régions du pays. Au Manitoba, il y a le Folklorama,

un grand festival multiculturel qui se tient l'été. Au Manitoba, il existe également le Centre international qui fait un travail formidable sur le plan éducatif, et qui aide les nouveaux immigrants à s'adapter au pays. En tant que Canadiens, nous avons constaté que les fonctions multiculturelles comme les chansons et les danses ne posent pas vraiment de problème. Cela se produit chaque année et c'est bon pour le Canada et pour les participants.

En parlant à des représentants de groupe ethnoculturels dans diverses régions du pays, je me rends compte qu'ils ne sont pas prêts à se contenter des chansons et des danses dont nous avons l'habitude de parler. Il ne suffit pas de donner des cours de langue aux nouveaux immigrants qui arrivent au Canada. La communauté multiculturelle de notre pays veut avoir davantage voix au chapitre. N'oublions pas qu'il s'agit d'environ 30 à 35 p. 100 de notre population totale. Ces gens-là me disent qu'ils veulent la place qui leur revient dans la gestion du pays, du moment qu'ils sont qualifiés, qu'ils ont les compétences voulues et sont prêts à se déplacer. En substance, ils disent qu'ils ont mûri, qu'ils ont atteint l'âge adulte et veulent être traités comme tout le monde. Dans les commissions et les organismes nationaux que fonde le gouvernement, on ne voit pas de membres des minorités visibles, monsieur le Président. Nous ne sommes pas suffisamment sensibilisés à cette question. A mon avis, si l'on créait un ministère à part entière disposant de crédits suffisants, il pourrait atteindre le but recherché et exercerait une influence très positive sur le pays.

M. John Evans (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur le Président, j'ai pris la parole à maintes occasions à la Chambre pour parler de questions économiques parce que j'ai assumé des responsabilités dans ce domaine et aussi parce que ces questions m'intéressent beaucoup. Je me suis efforcé de faire quelque chose pour mes électeurs et tous les Canadiens dans ce domaine. Aujourd'hui, cependant, je voudrais revenir sur les questions qu'a abordées le premier ministre (M. Trudeau) dans son discours. J'ai été très impressionné par les initiatives du premier ministre, à l'instar d'ailleurs de tous les députés de la Chambre comme l'ont reconnu aujourd'hui le chef de l'opposition officielle (M. Mulroney) et le chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent). Il est d'une importance vitale de regarder la situation mondiale et, en tant que pays, d'encourager nos dirigeants à faire le maximum pour la corriger, sans préoccupations partisanes.

Je voudrais parler de ce que les Canadiens peuvent faire pour éviter que n'augmentent les risques de guerre nucléaire. Je crois que l'initiative de paix du premier ministre a montré aux citoyens de notre pays et aux dirigeants des pays étrangers la gravité de la situation actuelle. Elle nous a fait penser à certaines mesures concrètes qu'il importe de prendre pour diminuer le climat d'incertitude existant aujourd'hui. Nous ne devons pas penser seulement à notre sécurité personnelle et à la survie de l'humanité. Nous devons penser à la qualité de la vie dans le monde et aux conséquences que cela aurait à cet égard si nous pouvions mettre un terme à la course aux armements et diminuer la menace que constituent toutes les armes, nucléaires ou non. Il est évident que nous pourrions régler un bon nombre des problèmes sociaux et économiques du monde si nous utilisions à des fins plus productives les sommes folles qui